

## Capital immatériel

# Le CESE livre ses reco'

● Dans un diagnostic de la richesse globale, les analystes du CESE considèrent que l'approche productiviste ne suffit pas. La croissance ne doit pas se faire au détriment de la qualité de vie.

Le rapport sur la richesse nationale publié par le Conseil économique, social et environnemental donne des pistes d'orientation dans la réflexion d'un nouveau modèle économique. «Il ressort de l'évaluation réalisée que la valeur de la Richesse globale du Maroc, à prix courants, a plus que doublé entre 1999 et 2013. Elle est passée de 5.904 à 12.833 MMDH et s'est appréciée, en moyenne annuelle, de 5% durant la période précé-

taux de pauvreté de 15,3% à 4,2% et du taux d'analphabétisme de 48% à 32%, la quasi-généralisation de l'enseignement primaire, la réduction de moitié du déficit en logements, l'accès quasi-généralisé des populations rurales à l'eau potable et à l'électricité et le désenclavement de plus de trois millions d'habitants dans le milieu rural. Néanmoins, malgré ces avancées, un certain nombre de défis restent à relever, notamment le «chômage des jeunes, les inégalités sociales et régionales et la confiance».

### Renforcer les compétences du capital humain

C'est ainsi que le CESE plaide pour la promotion des ressources humaines. Leur développement améliore de fait «l'accès à l'emploi, l'augmentation de la productivité et l'insertion de l'économie de la connaissance et impacte la création de richesses. Son importance est telle qu'il suffit d'augmenter de deux années le nombre moyen d'années d'études par adulte pour que la richesse globale du pays augmente de plus de moitié». Les recommandations consistent également en une amélioration de l'efficacité des institutions et de la cohérence des politiques publiques au niveau national et territorial, mais également en la «contractualisation d'un nouveau pacte social» qui aurait pour objectif de renforcer la citoyenneté en garantissant «l'effectivité des droits, la réduction des inégalités sociales, régionales et entre milieu rural et milieu urbain et la consolidation de la cohésion sociale». Pour cela, il faudra inscrire le modèle national de développement dans la durabilité. Car pour répondre aux besoins de la population en matière de création d'emplois de qualité et en nom-

bre suffisant, l'État doit s'inscrire durablement et irréversiblement dans la voie de l'émergence durable et inclusive. À cet effet, il est nécessaire d'assurer la transformation structurelle de l'économie nationale en accélérant son processus de diversification productive, en développant l'économie du savoir et en densifiant le tissu économique productif. La conclusion est que la croissance de la richesse ne doit pas se faire au détriment du bien-être et du cadre de vie des citoyens et des générations futures à travers une gestion non soutenable du capital naturel et le non-respect de l'environnement. «Il faut par conséquent inscrire le modèle de développement marocain dans une dynamique durable». Le tout accompagné d'une amélioration du positionnement international. Il est donc nécessaire de renforcer le positionnement stratégique du Maroc, de consolider sa place en tant que pôle régional d'intégration et de développer son soft power. Ces indicateurs seront désormais proposés pour structurer le contenu des politiques publiques autour des facteurs qui déterminent le bien-être, la richesse, l'équité, la cohésion sociale, le développement durable, et de permettre une définition partagée des grandes priorités économiques, sociales, environnementales, culturelles du pays.

PAR ABDESSAMAD NAIMI  
a.naimi@leseco.ma

«Le modèle de développement marocain doit s'inscrire dans une dynamique durable».

tee». Selon les analystes du conseil, le capital immatériel (humain, social et institutionnel) constitue la principale composante de la richesse globale du Maroc, avec une part moyenne de 73% entre 1999 et 2013. L'épargne nette ajustée (ENA), qui tient compte de la destruction du capital naturel, se situe, en moyenne durant cette même période, à 17,4% du PNB, indiquant que le Maroc est sur un «sentier de croissance durable». Néanmoins, cette situation n'est pas soutenable à long terme vu sa tendance baissière: l'ENA étant passée de 24,1% en 2006 à 14,8% en 2013. Cette approche «productiviste» a permis à l'économie nationale d'accéder à un nouveau palier de croissance (4,6% contre 3% au cours des années 90) et le revenu par habitant a presque doublé. Ce qui, de facto, a débouché sur une réduction, au cours de cette période, du

### Un référentiel pour le capital immatériel

Le rapport du CESE propose un référentiel pour la prise en compte du capital immatériel dans les politiques publiques. Ce référentiel a pour but de «sensibiliser et aider les décideurs publics à identifier de manière structurée les composantes du capital immatériel qui pourront être prises en compte par les politiques publiques menées».